

transformer la salle de la Confédération de l'édifice de l'ouest pour en faire de petites pièces destinées aux séances des comités?

L'hon. Arthur Laing (ministre des Travaux publics): Je ne crois pas que ce soit possible. J'ai eu vent de rumeurs qui circulaient l'autre jour à ce sujet, mais cette salle a des affectations bien précises. Je crois qu'on s'en servira de nouveau en février, et elle doit demeurer telle quelle. (*Applaudissements*)

LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE

LES INSTALLATIONS MÉDICALES DANS LES RÉGIONS DU NORD

M. Ed Schreyer (Selkirk): Ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Étant donné que le directeur national des Services de santé du Nord a déclaré que les régions septentrionales sont démunies de l'équipement médical le plus élémentaire, le ministre nous dira-t-il si son ministère songe à mettre en œuvre un programme précis ou à suivre une ligne de conduite bien définie pour répondre à ce besoin fondamental?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, je n'accepte pas l'affirmation du député, mais je reconnais qu'il y a des possibilités d'amélioration. Nous nous efforçons depuis plusieurs mois déjà de remédier à la situation. Des sommes plus importantes sont actuellement affectées à cette fin. Nous estimons qu'il est urgent d'améliorer et d'étendre nos installations et nous nous y employons. Nous essayons également de recruter un personnel plus nombreux et plus qualifié.

M. Schreyer: Une question supplémentaire. Lorsque le ministre dit qu'il n'accepte pas mon affirmation, veut-il indiquer par là qu'il n'accepte pas la déclaration qui a été faite par...

M. l'Orateur: A l'ordre. De toute évidence une discussion s'engage.

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

LES COLLOQUES POUR LA DIFFUSION DE RENSEIGNEMENTS

M. John Gilbert (Broadview): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Justice. Comme le gouvernement a habilité les juges canadiens à organiser des colloques annuels pour leur permettre de se tenir au courant des transformations de la loi, le ministre envisagerait-il des colloques analo-

gues pour les avocats afin qu'ils sachent ce dont parlent les juges, et un autre encore pour le public canadien, afin qu'il sache ce dont parlent les juges et les avocats?

L'AGRICULTURE

LES OBSERVATEURS DES PARTIS POLITIQUES À LA CONFÉRENCE DU MOIS DE MARS

M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar): Monsieur l'Orateur, j'adresse ma question au ministre de l'Agriculture. A la conférence de l'agriculture qui aura lieu en mars, permettra-t-on à des représentants de tous les partis à la Chambre d'y assister à titre d'observateurs?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je crois que la réponse est oui. Quoi qu'il en soit, nous y travaillons et nous espérons pouvoir prendre des dispositions dans ce sens.

LES STUPÉFIANTS

L'OPIUM ET LA MARIJUANA—LA RÉGLEMENTATION CONFORME À LA CONVENTION INTERNATIONALE

M. Louis-Roland Comeau (South Western Nova): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. La réglementation de l'opium et de la marijuana qu'impose actuellement le Canada, est-elle conforme à la convention internationale des narcotiques et, si oui, le gouvernement envisage-t-il de modifier ou de retirer notre appui à cette convention?

M. l'Orateur: A l'ordre. Je doute de la validité de la première question, car le député demande une interprétation d'une loi ou d'une législation. Le ministre veut peut-être répondre à la deuxième.

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Non, monsieur l'Orateur, pas que je sache.

LES LANGUES OFFICIELLES

LE CONGÉDIEMENT DES COMMISSIONNAIRES DU MUSÉE NATIONAL

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au secrétaire d'État. On lui a déjà posé des questions, ainsi qu'au premier ministre, au sujet des commissionnaires victimes d'un changement d'emploi et d'heures de travail, et certains peut-être d'un congédiement. Le premier ministre a dit l'autre jour qu'il ne pensait pas qu'il y avait eu des congédiements, mais j'apprends qu'il y en a eu, peut-être. Dans les circonstances, le ministre envisage-